

Vœux à la Population **Samedi 12 janvier 2019 à 11h**

Chères Aubiéroises et Chers Aubiérois,

Vous venez de visionner ce petit film qui retrace l'activité municipale en 2018 et les perspectives 2019. Je vous souhaite une année heureuse, sereine, une bonne santé à vous et vos proches.

Le contexte politique d'aujourd'hui est particulier et ne peut être passé sous silence.

Les gilets jaunes, gros bataillon de personnes de catégories populaires, ouvriers, employés, petits artisans et commerçants, chômeurs, retraités modestes, animent un mouvement social inédit et d'ampleur, bénéficiant d'un large soutien de l'opinion publique. Il s'est construit autour de Facebook, le réseau social le plus populaire. Parti du rejet des taxes sur les carburants, les revendications exprimées concernent aussi le pouvoir d'achat, la démocratie, la dignité, l'égalité.

Les violences perpétrées aux Champs-Élysées, les attaques contre la police, les destructions des commerces, le vandalisme allant jusqu'à la profanation de monuments historiques, tout cela est condamnable sans ambiguïté.

Mais la curiosité, au début de ces événements, mêlée d'une certaine condescendance des états majors des grands médias, ne doit pas occulter la violence vécue, et depuis longtemps, par une grande partie de la population..

Cette violence, c'est 860 000 personnes qui mangent au Restaurant du Coeur, c'est 4 millions de chômeurs, la suppression de l'Impôt sur les Fortunes, un million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi versé à hauteur de 43 milliards d'euros, sans contrepartie aux grosses entreprises, 57 milliards de dividendes, c'est 80 milliards d'impôts qui ne rentrent pas du fait de l'évasion fiscale. On fera grâce au Président de la République, ça ne date pas de 2 ans...

Sans oublier la violence faite aux policiers à qui l'État doit 7 millions d'heures supplémentaires. Tout ça est indécent.

Alors, sincèrement, le « Grand Débat » suffira-t-il à calmer la colère du pays ? J'invite les Gilets Jaunes, les Stylos Rouges (enseignants), les Blouses Blanches de la Santé, les Bleus de Travail du monde ouvrier, les Combinaisons Paysannes, vous tous, à venir écrire sur le cahier de doléances mis à disposition à la mairie. Il sera transmis au président de l'Association des Maires Ruraux du Puy-de-Dôme qui en est l'initiateur et qui fera suivre.

Tous, devons nous y mettre, dans le calme, pour la démocratie, pour dire qu'il y a assez de cette misère, (on a vu à Aubière avec l'accueil de 3 Plans Grand Froid), qu'il y en a assez de cet étalage ostentatoire de luxe dont bénéficie certains. Qu'il y en a assez de ces éditorialistes patentés, ces « sachant », ces « experts », ces spécialistes ou prétendus tels, bien au chaud dans leur fauteuil, qui nous prennent pour des benêts. Qui vous expliquent à longueur d'antenne qu'il faut maintenir les privilèges car l'argent ruisselle sur les pauvres. Ça a ruisselé sur vous mesdames, messieurs ? Ce n'est plus des miettes mais des gouttelettes... !

A l'échelle municipale, les collectivités contribuent à amortir les effets de la crise.

A Aubière, on compense, on aide les plus démunis mais jusqu'à quand ? Et c'est la même chose pour mes collègues.

L'État vient de ponctionner Aubière de 1,5 millions de recettes sur 5 exercices budgétaires, nous réduisant au dilemme de devoir ou non augmenter la pression fiscale des ménages ou réduire le service public.

Nous avons réussi à être raisonnable s'agissant des impôts locaux et à maintenir, voire améliorer tous nos services.

Mais quand nous investissons, quand nous arrivons même à créer quelques emplois, la Chambre Régionale des Comptes nous blâme. Nous avons été contrôlés en 2018, le rapport va être rendu public : la gestion municipale est saine, comme d'ailleurs l'a été celle de mon prédécesseur.

Pourtant, cette instance nous reproche la transformation des 35 emplois associatifs de loisirs (2AL) que nous financions, en totalité par subventions, en 35 contrats publics.

Elle exécute les ordres de l'État qui a préconisé la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Ce service, désormais municipal de loisirs, géré par les mêmes cadres et animateurs, reste de très grande qualité, c'est l'essentiel. Mais le grief a été amer et j'ai pu l'exprimer, avec le respect qu'on leur doit, aux 3 magistrats de la Chambre Régionale des Comptes. Je leur ai proposé de suggérer à leur hiérarchie qu'on les envoie enquêter à Jersey, au Panama, au Luxembourg, au Liechtenstein, en Suisse ou dans d'autre paradis fiscaux. C'est là qu'il y a de l'argent à récupérer et à répartir ensuite équitablement.

Nous faisons attention, les gaspillages, nous en faisons la chasse. Soyez assurés, chers aubiéroises et aubiérois, que nos 3 directeurs ici présents, Sandrine Armand, DGS, Pierre-Louis Marty, DST et Mathieu Cohendy, DGA veillent au grain avec l'ensemble de leurs collaborateurs. Qu'ils soient tous ici publiquement remerciés.

Aussi, le fil conducteur de notre action, vous le savez, demeure le développement d'un service de qualité rendu de manière équitable vis-à-vis de tous les administrés.

Mais nous n'oublions pas les plus faibles. Outre tout ce que l'adjointe aux affaires sociales a précisé dans le film, le voyage des Seniors, l'accès aux loisirs pour 54 enfants en 2018, notamment, nous avons pris un « arrêté anti-mise à la rue », décision que seule une autre mairie en France a prise. Non pas pour inciter à ne pas payer son loyer mais pour ne pas retrouver une famille avec ses enfants et leur doudou, avec les meubles sur un trottoir. Car ça existe en France encore en 2019 !

L'éphémère Préfet du Puy-de-Dôme qui a pris le temps d'autoriser l'ouverture d'un établissement commercial qui n'est pas en règle, a fanfaronné dans la presse au sujet de cet arrêté, en faisant savoir qu'il le contesterait devant le Tribunal Administratif et... il ne l'a pas fait car il ne le pouvait pas juridiquement. Les attendus de notre décision s'appuient sur les dispositions de la loi obligeant l'État à reloger.

L'arrêté est donc opérationnel.

Plus personne à Aubière ne doit être expulsé de son logement pour des raisons sociales. C'est notre fierté comme est ressenti tel un billet d'honneur le grief de la Chambre Régionale des Comptes au sujet des emplois publics.

Pour terminer, un beau projet d'envergure va démarrer cette année, ainsi que l'a développé l'adjoint à la Culture, l'ECP, l'Équipement Communautaire de Proximité. La Métropole va le financer à hauteur de 1,8 millions pour un coût global s'élevant à 2,6 millions. La Culture va franchir un degré supérieur dans la qualité, grâce à cet outil, et un de plus quand elle se mêlera à l'ensemble des initiatives culturelles métropolitaines.

Au nom de la municipalité, voilà, chers amis, ce que je souhaitais vous exprimer ce matin.

Je voudrais terminer par le propos qui était celui d'un grand artiste, Georges Brassens, pour une bonne entente entre tous dans la société, je le cite :

« Que chacun essaie de faire de son mieux et que les autres en fassent autant ».

Bonne Année à tous, merci.

Christian SINSARD